

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3230

19 décembre 2013

SOMMAIRE

Agricon Farm Investments S.A.	155038	Europe Hi-Tech Automation S.A.	154996
Airglow S.A., SPF	155003	Europe Hi-Tech Automation S.A.	154996
Alderaan S.à r.l.	155002	Europe Trading Services S.à r.l.	154997
Amalthee S.A.	155003	Europe Trading Services S.à r.l.	154998
Amega S.A.	155002	Europim	154999
Architecture & Aménagement S.A.	155004	Everest Communication S.A.	155000
Areca SICAV SIF	155003	Exertum Luxembourg	154994
Avalanche S.A.	155005	FCOMI - L Global Fund	154998
Azure	155007	FIL Investment Management (Luxem- bourg) S.A.	154997
Bain Capital MEI (Luxembourg), S.à r.l.	155005	Financial Energy Consulting	154999
Barjac S.A.	155005	Financière de Gestion du Luxembourg S.A.	154999
Barnes & Noble S.à r.l.	155004	Financière d'Investissement Privée	155000
Bilbao MidCo S.à r.l.	155002	Flo S.A.	154995
Bio Energy International S.A.	155003	FondsSelector SMR Sicav	154998
Blue Gem Luxembourg 1C S.à r.l.	155005	FondsSelector SMR Sicav	154996
Bolt Ventures S.à r.l.	155004	Fortezza Investment Management S.A.	154999
BP Holdings S.à r.l.	155001	Fortinvest Investments Holding S.A. SPF	155040
BP Investments S.à r.l.	155001	Freo Team Sarl	155040
Capsugel Holdings S.A.	155023	Frozen Holding S.A.	155000
Capsugel Holdings S.à r.l.	155023	Gea S.A.	155040
Caves du Portugal	155001	G. Schneider S.A.	155040
Cott Luxembourg	155001	H.R. Investment S.A.	155006
Econocom Location Luxembourg S.A. ..	154994	Knowles Luxembourg Services S.à r.l. ...	155002
Econocom Luxembourg S.A.	154994	Linkstar S.à r.l.	155040
Elm Holding S.à r.l.	154994	Mountain do Brasil	155004
Emergence Holding Spf S.A.	154998	Platanum Investments SA	154994
Encasol S.A.	154995	Savic S.à r.l.	155036
EPO Investment S.à r.l.	154995	Virtua Projects S.A.	155035
Eumontes S.A.	154995		
Europe Hi-Tech Automation S.A.	154996		
Europe Hi-Tech Automation S.A.	154997		
Europe Hi-Tech Automation S.A.	154997		

Econocom Location Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 82.134.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013165410/9.

(130202716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Econocom Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 25.950.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013165411/9.

(130202137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Exertum Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diederich.

R.C.S. Luxembourg B 51.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013165409/10.

(130202421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Elm Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 140.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013165415/9.

(130202757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Platanum Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 164.591.

EXTRAIT

- Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue au siège social le 26 novembre 2013 que:

1) M. Olivier Dorier, M. Herman Schommarz et M. Stewart Kam-Cheong ont été réélus administrateurs de la Société pour un mandat qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014;

2) Certifica Luxembourg S.à r.l., a été réélu Commissaire de la Société pour un mandat qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui se tiendra en 2014.

Munsbach.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Référence de publication: 2013165650/17.

(130201930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Flo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 65.987.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165464/10.

(130202763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

EPO Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 177.614.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 2 août 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 septembre 2013.

Référence de publication: 2013165423/11.

(130202004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Eumontes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 106.251.

Dépôt rectificatif à l'acte rectificatif n°L120189198 déposé le 5 novembre 2012 qui rectifie l'acte n°L120181011 déposé le 22 octobre 2012

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 17 octobre 2012 que Monsieur Alberto Morandini et Madame Valérie Emond démissionnent de leurs postes d'administrateurs de la société avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165425/13.

(130201931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Encasol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 169.765.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration lors d'une réunion tenue en date du 17 octobre 2013 que:

- La démission de Germain CLEENEWERCK en tant qu'administrateur de la société a été acceptée.

- M. Laurent TURPING, né le 22 juillet 1967 à Ettelbruck, demeurant professionnellement à Route d'Arlon, La Belle Etoile, L-8050 Bertrange, a été coopté en son remplacement en tant qu'administrateur de la société.

Cette cooptation sera soumise aux actionnaires lors de la prochaine assemblée générale.

Le mandat d'Administrateur prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 17 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013165421/20.

(130201971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Hi-Tech Automation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165427/10.

(130202752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Hi-Tech Automation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165428/10.

(130202753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Hi-Tech Automation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165429/10.

(130202754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

FondsSelector SMR Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 76.964.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung FondsSelector SMR SICAV

Die Ordentliche Generalversammlung der FondsSelector SMR SICAV vom 27. November 2013 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl des Verwaltungsrates stellen sich:

Bernhard Singer	(Vorsitzender)
Claude Kremer	(stellv. Vorsitzender)
Eckhard Sauren	(Mitglied)
Ulrich Janinhoff	(Mitglied)

Alle Herren mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014 in den Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014 als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. November 2013.

Für FondsSelector SMR SICAV

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013165439/24.

(130202051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Hi-Tech Automation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165430/10.

(130202755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Hi-Tech Automation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.032.

Les comptes annuels du 25 septembre 2008 au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165431/11.

(130202756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Trading Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 25, rue Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 109.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013165432/10.

(130202074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

FIL Investment Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 88.635.

Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 octobre 2013

L'assemblée a décidé:

De réélire les cinq (5) Administrateurs actuels:

M. Jon Skillman	2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
M. Nicholas Clay	2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
M. Marc Wathélet	2a rue Albert Boschette, L-1246 Luxembourg
M. Allan Pelvang	2a rue Albert Boschette, L-1246 Luxembourg
Mme Judy Marlinski	Toranomon 4-3-1, Minato-ku Tokyo 105-6019, Japon

Ces administrateurs sont élus jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en 2014, à moins qu'un successeur ne soit désigné avant cette date.

D'élire le Réviseur d'entreprise, en particulier de réélire PricewaterhouseCoopers S.C., 400 Route d'Esch, 1410 Luxembourg, comme réviseur de l'entreprise jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en 2014 et jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Luxembourg, le 29 octobre 2013.

FIL Investment Management (Luxembourg) S.A.

Director

Référence de publication: 2013165452/23.

(130202272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Emergence Holding Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 100.865.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 08 novembre 2013 au siège social de la société

1. Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes venant à échéance, l'Assemblée décide de re-nommer:

- Monsieur Reyda Ferid BENBOUZID - Tunisie, Administrateur et Président;
- Monsieur Akram BEN MUSTAPHA - France, Administrateur;
- Madame Haïfa Rim BENBOUZID - France, Administrateur;
- I.C. DOM-COM Sàrl, ayant siège social au 2 Place de Strasbourg L- 2562 Luxembourg, RCS B 133.127 - Commissaire aux Comptes.

Leurs mandats expireront à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturant au 31 décembre 2012 qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EMERGENGE HOLDING SPF S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013165418/21.

(130202257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europe Trading Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 25, rue Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 109.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013165433/10.

(130202075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

FondsSelector SMR Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 76.964.

Der Jahresabschluss vom 30. Juni 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für FondsSelector SMR SICAV

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013165440/11.

(130202052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

FCOMI - L Global Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 131.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2013165449/12.

(130202304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Europim, Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 23, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 92.516.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2013 que:

- Monsieur Edoardo PICCO a été réélu aux fonctions d'administrateur-délégué. Son mandat prendra fin à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Il disposera d'un pouvoir de signature individuelle dans les limites de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Il est encore à noter que:

- La FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A., a transféré son siège social au L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013165434/22.

(130202328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

F.G.D.L., Financière de Gestion du Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4514 Differdange, 32, rue Belair.
R.C.S. Luxembourg B 105.565.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013165437/10.

(130202510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Fortezza Investment Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 127.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Fortezza Investment Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013165441/11.

(130202660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Financial Energy Consulting, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 169.551.

Nous renonçons le contrat de domiciliation avec la société FINANCIAL ENERGY CONSULTING S.A.R.L., 96, route d'Arlon L-8210 MAMER Registre de commerce B169.551 en date du 31.10.2013.

A.D. CONSULT S.A.R.L.

MÜSCH Werner

Gérant

Référence de publication: 2013165454/11.

(130202141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Everest Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 274, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 51.747.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 6 mai 2013

Les associés décident:

- de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Michel PEERAER, administrateur, né le 20 novembre 1968 à Arlon (B), demeurant à 68, Rue du Coin, B-6780 Longeau; le mandat d'administrateur de Monsieur Michel PEERAER prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Nelly LENERTZ, pensionnée, née le 7 mars 1940 à Beaufort (L), demeurant à, Chemin Fournel Badine, 70, F-06160 ANTIBES JUAN LES PINS (F); le mandat d'administrateur de Madame Nelly LENERTZ prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Raymond PEERAER, pensionné, né le 31 octobre 1933 à Anvers (B), demeurant à, Chemin Fournel Badine, 70, F-06160 ANTIBES JUAN LES PINS (F); le mandat d'administrateur de Monsieur Raymond PEERAER prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- de renouveler le mandat d'administrateur délégué à la gestion journalière de Monsieur Michel PEERAER, administrateur, né le 20 novembre 1968 à Arlon (B), demeurant à 68, Rue du Coin, B-6780 Longeau pour un terme de six ans; il prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2019;

- de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de Madame Christiane PEERAER, née le 1^{er} octobre 1963 à Malines (B), demeurant à 88, Rue de la Belle-Vue, B-6700 Arlon pour un terme de six ans; il prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2019.

Pour extrait conforme

Pour EVEREST COMMUNICATION SA

Monsieur Michel PEERAER

Administrateur délégué

Référence de publication: 2013165435/28.

(130202489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Frozen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 136.588.

L'assemblée générale extraordinaire a accepté la démission de M. Sébastien WIANDER en tant qu'administrateurs de la société, en date du 22 novembre 2013 et nommé en son remplacement, à compter de la même date, M. Laurent HUSS, demeurant à 43 am Duerf, L-8289 Kehlen

son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Pour: FROZEN HOLDING S.A.

Société anonyme

Nicolas DUMONT / Sébastien WIANDER

Référence de publication: 2013165448/15.

(130202331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Financière d'Investissement Privée, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.075.

Il est pris note de la démission de Monsieur Guy Verhoustraeten avec effet au 28 octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165461/11.

(130202018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Cott Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.536.337,84.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 162.397.

I. Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 13 novembre 2013, que l'associé unique BCB European Holdings a transféré la totalité des parts qu'il détenait dans la Société à Cott Retail Brands Limited, une private limited company, constituée et régie selon les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à Citrus Grove, Sideley Kegworth, Derby DE74 2FJ, Royaume-Uni immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 02865761;

II. Il résulte d'un second contrat de transfert de parts, signé également en date du 13 novembre 2013, que ce nouvel associé unique Cott Retail Brands Limited a transféré deux (2) des parts sociales qu'il détenait dans la Société à Cott Beverages Limited, une private limited company, constituée et régie selon les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à Citrus Grove, Sideley Kegworth, Derby DE74 2FJ, Royaume-Uni immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 02836071;

Par conséquent, les parts de la Société sont désormais détenues de la manière suivante:

Cott Retail Brands Limited	4.260.646 parts sociales
Cott Beverages Limited	2 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Cott Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013165362/24.

(130202683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

BP Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165349/10.

(130202718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

BP Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165348/10.

(130202734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Caves du Portugal, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7620 Larochette, 16, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 17.097.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013165357/10.

(130202638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Knowles Luxembourg Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 181.051.

—
Changement d'associé de la Société suivant contrat de cession de parts sociales du 25 novembre 2013 par lequel Dover Luxembourg Services S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois ayant son siège social situé au 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.317, a transféré les 500 parts sociales d'une valeur nominale de 25 EUR chacune qu'elle détenait dans la Société à Dover Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.408.

L'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

Associé: Dover Luxembourg S.à r.l..

Parts sociales détenues dans la Société: 500 parts sociales d'une valeur nominale de 25 EUR chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013165244/23.

(130200995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Alderaan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5885 Hesperange, 359, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 160.994.

—
Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013165303/10.

(130202694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Amega S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.789.

—
Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165309/10.

(130202776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Bilbao MidCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 177.697.

—
La société Bilbao LuxCo S.à r.l., inscrite au RCS sous le numéro B 143.889, qui détient actuellement 5.728.116 parts sociales préférentielles de catégorie A et 4.883.374.440 parts sociales ordinaires de catégorie B de la Société, déclare avoir changé sa forme juridique en date du 19 juillet 2013 et porte depuis cette date la dénomination Bilbao LuxCo S.A.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013165324/11.

(130202076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Amalthee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 122.864.

EXTRAIT

Il résulte d'un courrier du 27 novembre 2013 que Monsieur BENATTI Vittorio a démissionné avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013165307/14.

(130202340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Areca SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 142.707.

Le Rapport Annuel Révisé pour l'exercice se terminant le 30 juin 2013 et l'allocation du résultat relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165283/11.

(130201983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Airglow S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 17.080.

Suite aux décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration du 11 novembre 2013, ont été nommés, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2015:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président;
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;
- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'Assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013165301/18.

(130202166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Bio Energy International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 122.385.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 novembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013165325/11.

(130201918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Architecture & Aménagement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1123 Luxembourg, 9B, Plateau Altmünster.

R.C.S. Luxembourg B 59.480.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenant lieu d'Assemblée Générale Ordinaire du 8 octobre 2013

Les actionnaires de la société ARCHITECTURE & AMENAGEMENT S.A. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire tenant lieu d'Assemblée Générale Ordinaire du 8 octobre 2013, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale, constatant que les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Bertrand SCHMIT, architecte, demeurant au 9B, Plateau Altmünster, L-1123 Luxembourg
- Madame Nadine GUTENSTEIN, architecte, demeurant au 9B, Plateau Altmünster, L-1123 Luxembourg
- Monsieur Hermann ESSLINGER, architecte, demeurant à D-54290 Trèves, Saarstrasse 28i

sont arrivés à leur terme, décide de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

D'autre part, l'assemblée générale, constatant que les mandats des administrateurs délégués de Monsieur Bertrand SCHMIT, de Madame Nadine GUTENSTEIN et de Monsieur Hermann ESSLINGER, prénommés, sont arrivés à leur terme, décide de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

La Société est valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle d'un des trois administrateurs-délégués.

D'autre part, le mandat de la société LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25 797, étant arrivé à expiration, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Référence de publication: 2013165315/29.

(130202516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Barnes & Noble S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.208.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Martinus C. J. WEIJERMANS

Gérant

Référence de publication: 2013165321/13.

(130202687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

**Bolt Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Mountain do Brasil).**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.822.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 6 août 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 6 septembre 2013.

Référence de publication: 2013165327/12.

(130202308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Bain Capital MEI (Luxembourg), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.550,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 117.283.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société datées du 25 Novembre 2013*

L'associé unique a pris connaissance du rapport du liquidateur et l'a approuvé.

L'associé unique a décidé de renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation pour contrôler les actions effectuées par le liquidateur et a décidé de clôturer la liquidation de la Société avec effet au 25 Novembre 2013.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel pendant une période de dix ans à compte de la date de publication de la présente mention au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 Novembre 2013.

Référence de publication: 2013165319/18.

(130202634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Avalanche S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 47.935.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 4 octobre 2013

Par une résolution du Conseil d'Administration tenu en date du 4 octobre 2013, l'Administrateur Unique de la société a décidé de transférer le siège social de la Société actuellement à L-1249 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 15, rue du Fort Bourbon à L-1660 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), 60, Grand-Rue avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165318/13.

(130202666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Barjac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 153.867.

Par la présente, je démissionne avec effet immédiat de ma fonction d'Administrateur de votre société BARJAC S.A., inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 153.867.

Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Steve KIEFFER.

Référence de publication: 2013165334/10.

(130202420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Blue Gem Luxembourg 1C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.310.

Il est porté à la connaissance des tiers que le nom de Orizzonti Srl est Orizzonti NR S.r.l., et l'adresse de son siège social est 109, Via della Nocetta, 00164 Rome, Italie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Blue Gem Luxembourg 1C S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013165326/13.

(130202671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

H.R. Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 66.631.

L'an deux mille treize, le trente octobre,

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme la société anonyme «H.R. INVESTMENT S.A.», (la «Société»), établie et ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 66.631, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 9 octobre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 912 du 17 décembre 1998,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, en date du 26 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 60 du 16 janvier 2004 et suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 30 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1939 du 20 septembre 2010.

L'assemblée est présidée par Madame Sylvie ARPEA, employée privée, demeurant professionnellement au 1, rue Joseph Hackin, L-1746.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Michela KLEMKE, employée privée, demeurant professionnellement au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. Roberto MANCIOCCHI, employé privé, demeurant professionnellement au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 950.000,- EUR, pour le ramener de son montant actuel de 1.000.000,- EUR à 50.000,- EUR, par affectation à la réserve d'un montant de neuf cent cinquante mille euros (EUR 950.000,-) et par annulation de 9.500 actions sans désignation de valeur nominale.

2.- Modification afférente du 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts.

3.- Divers.

B) Que l'actionnaire unique présent ou représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'actionnaire unique représenté, signée ne varietur par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que l'actionnaire unique présent ou représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de neuf cent cinquante mille euros (EUR 950.000,-), pour le ramener de son montant actuel d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-) à cinquante mille euros (EUR 50.000,-).

Cette réduction de capital est réalisée par affectation à la réserve de la société, d'un montant de neuf cent cinquante mille euros (EUR 950.000,-) et par annulation de neuf mille cinq cents (9.500) actions sans valeur nominale.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et à l'annulation des neuf mille cinq cents (9.500) actions.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq (5) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-), représenté par cinq cents (500) actions sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sylvie ARPEA, Michela KLEMKE, Roberto MANCIOCCHI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 novembre 2013. Relation GRE/2013/4389. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013160044/64.

(130196499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Azure, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.378.

STATUTES

In the year two thousand and thirteenth, on the nineteenth day of November,
before the undersigned Maître Pierre Probst, notary residing in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Alceda Fund Management S.A., a société anonyme with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg under number B 123356,

represented by Mr. Serge DOLLENDORF, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy given in Senningerberg, Luxembourg, on 4th November 2013, under private seal, which, initialled ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) governed by part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time:

Title I. - Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Denomination.

1.1 The Company is hereby formed as a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "Azure" (the "Company").

1.2 If the Company ceases to be managed by Azure Capital Limited, acting in its capacity as trustee of the economic entity known as the Azure Capital Trust, or by one of its affiliates, the Company will cause its name to be changed without delay at the request of Azure Capital Limited, or one of its affiliates, to a name that does not have any resemblance with the name "Azure" and does not include the word "Azure".

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Company's board of directors (the "Board of Directors") is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Niederanven. The registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of holders of Shares ("Shareholders") by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

2.3 Branches, Subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

2.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, social, economic or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to provide its Shareholders with a choice of professionally managed Sub-Funds investing in a wide range of transferable securities and in other assets in order to achieve an optimum return from capital invested, while reducing investment risk through diversification.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "2010 Law").

Title II. - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital - Funds - Classes of Shares.

5.1 The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares (the "Shares") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The capital must reach the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) within the first six months following its incorporation, and thereafter may not be less than this amount.

5.2 The initial capital shall be set at fifty thousand United States Dollars (50,000 USD) divided into fifty (50) Shares in the Sub-Fund "Azure - Asia Pragmatist Fund" with no par value, which are fully paid in.

5.3 The Board of Directors may, at any time, issue different classes of Shares (each a "Class", and together referred to as the "Classes") as more fully described in the prospectus of the Company (the "Prospectus"). If multiple Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board of Directors is empowered to define Classes so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, Shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the Class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board of Directors from time to time in compliance with applicable law.

5.4 The Board of Directors may, at any time, establish one or several pool(s) of assets, each constituting a compartment (a "Sub-Fund") within the meaning of article 181 of the 2010 Law.

5.5 The Board of Directors shall attribute specific investment objectives and policies and a specific denomination to each Sub-Fund.

5.6 The Company shall be considered as a single legal entity. However, the right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of such Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-Fund. As far as the relation between Shareholders is concerned, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity.

5.7 For consolidation purposes, the consolidated currency of the Company is the United States Dollar (USD). The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

Art. 6. Form of Shares.

6.1 Shares will be issued in register form only.

6.2 The Company may decide for book shares to be issued only in the form of a global share certificate or in any other form as the Board of Directors may from time to time determine.

6.3 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him, the Class of each such Share and the amount paid up on each Share, the transfer of Shares and the dates of such transfer.

6.4 The inscription of the shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall not issue certificates for such inscription, but each shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. The Company treats the registered owner of a Share as the absolute and beneficial owner thereof.

6.5 Any transfer of registered Shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept and enter in the register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement of the transferor and transferee or accept as evidence of transfer any other instruments of transfer satisfactory to the Company. Subject to Articles 6 and 10 hereof, any transfer of Shares

shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any director or officer of the Company or by any other person duly authorised thereto by the Board of Directors.

6.6 Shareholders entitled to receive the registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

6.7 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.8 The Company recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

6.9 The Company may decide to issue fractional Shares up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the relevant Class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares.

7.1 The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares with no par value at any time without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

7.2 The conditions to which the issue of Shares would be submitted by the Board of Directors will be detailed in the Prospectus.

7.3 Shares shall be issued at the subscription price applicable to the relevant Sub-Fund and/or Class as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. The Board of Directors may also, in respect of any one given Sub-Fund and/or Class, levy a subscription fee and has the right to waive partly or entirely this subscription fee. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which the Shares of the Company are marketed will also be charged.

7.4 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the subscription price. The payment of the subscription price will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors and described in the Prospectus.

7.5 The Board of Directors may delegate to any member of the Board of Directors (each a "Director"), manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

7.6 The Company or its duly appointed agents may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company qualifying as an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé). Specific provisions relating to in-kind contribution will be detailed in the Prospectus, if applicable.

7.7 The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

7.8 If the Board of Directors determines that it would be detrimental to the existing Shareholders to accept a subscription for Shares of any Sub-Fund that exceeds a certain level determined by the Board of Directors, the Board of Directors may postpone the acceptance of such subscription and, in consultation with the incoming Shareholder, may require him to stagger his proposed subscription over an agreed period of time.

7.9 If any subscription is not accepted in whole or in part, the subscription monies or the balance outstanding will be, subject to applicable laws, returned without delay to the subscriber by post or bank transfer at the subscriber's risk without any interest.

Art. 8. Redemption of Shares.

8.1 Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation. The Board of Directors may impose such restrictions as it deems appropriate on the redemption of Shares within the limits provided by Luxembourg law and as further described in the Prospectus. The Board of Directors may, in particular, impose notice periods, which must be respected in relation to redemptions, and in respect of a Sub-Fund may levy a redemption charge and has the right to waive partly or entirely this redemption charge.

8.2 The redemption price per Share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine, provided that the redemption documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

8.3 The redemption price shall be equal to the net asset value per Share of the relevant Class of the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such fees, charges and commissions (if any) at the rate provided for in the Prospectus. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest cent, as the Board of Directors shall determine, the Company being entitled to receive the adjustment. Moreover any taxes, commissions, and other fees incurred in connection with the transfer of the redemption proceeds (including, among other things, those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Shares are sold) will be charged as a reduction to any redemption proceeds.

8.4 The Board of Directors may, in its entire discretion, decide that if as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund and/or Class would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, the Company may decide to treat this request as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Sub-Fund and/or Class.

8.5 Payments in cash will be made in the reference currency of the relevant Sub-Fund or Class or in any currency provided by decision of the Board of Directors.

8.6 Further, if on any given date redemption requests pursuant to this Article 8 (either singly or aggregated) exceed a certain level determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus in relation to the net assets of a specific Sub-Fund, the Board of Directors may decide to scale down pro rata each request for redemption so that the redemptions do not exceed the level determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. On the next Valuation Day following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

8.7 The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines and with the consent of the redeeming Shareholder(s), to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder "in kind" by allocating to such Shareholder (s) assets of the relevant Class or Classes of Shares equal in value as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the net asset value of the Shares to be redeemed, less any applicable fees and charges. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the relevant Class(es) of Shares. Any such in-kind redemptions will be valued in a report by the auditor of the Company. The costs of such report shall be borne by the redeeming Shareholder(s) unless such in-kind payments are in the interests of all the Shareholders in which case such costs will be borne by the relevant Sub-Fund or Class.

8.8 In addition, under special circumstances, including but not limited to, the inability to liquidate positions at acceptable price levels as of a redemption date or default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from brokers, banks or other persons or entities, the Company in turn may delay payments to redeeming Shareholders of that part of the net asset value represented by the sums which are the subject of such default or delay.

8.9 The Company may at any time compulsorily redeem Shares in accordance with the provisions of Article 24 or from Shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Shares in the Company (such as a Restricted Person), any given Sub-Fund or Class, pursuant to the procedure set forth in Article 10 and the Prospectus.

8.10 All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares.

9.1 Any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares, provided that the Board of Directors may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions between certain Shares and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

9.2 The Board of Directors may, in its entire discretion, decide that if as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund and/or Class would fall below the minimum holding requirement as determined by the Board of Directors, the Company may decide to treat this request as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Sub-Fund and/or Class.

9.3 Further, if on any given date conversion requests pursuant to this Article 9 (either singly or aggregated) exceeds a certain level determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus in relation to the net assets of a specific Sub-Fund the Board of Directors may decide to scale down pro rata each application so that the conversions do not exceed the level determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. On the next Valuation Day following that period, these conversion requests will be met in priority to later requests.

9.4 The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two Classes concerned, calculated on the same Valuation Day or any other day as determined by the Board of Directors in accordance with Article 11 of these Articles of Incorporation and the rules laid down in the Prospectus. Conversion fees, if any, may be imposed upon the Shareholder(s) requesting the conversion of his Shares at a rate provided for in the Prospectus.

9.5 The Shares which have been converted into Shares of another Sub-Fund shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on ownership of Shares and transfer of Shares.

10.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, determined in the sole discretion of the Board of Directors as being not entitled to subscribe or hold Shares in the Company or any Sub-Fund or Class if, in the opinion of the Board of Directors, (i) such person would not comply with the eligibility criteria of a given Sub-Fund or Class, (ii) a holding by such person would cause or is likely to cause the Company some pecuniary, tax or regulatory disadvantage or (iii) a holding by such person would cause or is likely to cause the Company to be in breach of the law or requirements of any country or governmental authority applicable to the Company (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Restricted Persons"). As the Company is not registered under the United States Securities Act of 1933, as amended, nor has the Company been registered under the United States Investment Company Act of 1940, as amended, its Shares may not be offered or sold, directly or indirectly, in the United States of America or its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction, or to citizens or residents thereof (for these purposes, "U.S. Persons"). Furthermore, the Company may limit the sale of certain Classes of Shares to institutional investors only, if provided for in the Prospectus (such institutional investors, together with Restricted Persons and U.S. Persons being "Non-Qualified Persons" for the purposes of these Articles of Incorporation).

10.2 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Non-Qualified Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Non-Qualified Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by a Non-Qualified Person; and

(c) decline to accept the vote of any Non-Qualified Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

(d) where it appears to the Company that any Non-Qualified Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the Purchase Price will be calculated and the name of the purchaser.

(2) Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of Shareholders.

(3) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant Class as at the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of Shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice, as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(4) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(5) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

10.3 The expression "Non-Qualified Person" as used herein does not include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares.

Art. 11. Calculation of net asset value per Share. The net asset value of each Sub-Fund and Class will be calculated in the Reference Currency of the Sub-Fund or Class, as it is stipulated in the relevant special section of the Prospectus (a "Special Section"), and will be determined by the administrative agent of the Company (the "Administrative Agent") for

each Valuation Day related to a transaction day as stipulated in the relevant Special Section, by calculating the aggregate of:

- the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-Fund and Class less
- all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-Fund and Class, and all fees attributable to the relevant Sub-Fund and Class, which fees have accrued but are unpaid on the relevant transaction day.

The net asset value per Share for a Valuation Day will be calculated in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund and will be calculated by the Administrative Agent as at the net asset value Valuation Day of the relevant Sub-Fund by dividing the net asset value of the relevant Sub-Fund by the number of Shares which are in issue on such Valuation Day in the relevant Sub-Fund (including Shares in relation to which a Shareholder has requested redemption for such Valuation Day in relation to such net asset value Valuation Day).

If the Sub-Fund has more than one Class in issue, the Administrative Agent will calculate the net asset value per Share of each Class for a Valuation Day by dividing the portion of the net asset value of the relevant Sub-Fund attributable to a particular Class by the number of Shares of such Class in the relevant Sub-Fund which are in issue on such Valuation Day (including Shares in relation to which a Shareholder has requested redemption for a transaction day in relation to such Valuation Day).

The assets of the Company shall include:

- (1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (i) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- (5) all interest accrued on any interest bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- (6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- (7) the liquidating value of all forward contracts, swaps and all call or put options the Company has an open position in;
- (8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) Transferable securities or money market instruments quoted or traded on an official stock exchange or any other Regulated Market, are valued on the basis of the last known price of the relevant Valuation Day, and, if the securities or money market instruments are listed on several stock exchanges or Regulated Markets, the last known price of the relevant Valuation Day of the stock exchange which is the principal market for the security or money market instrument in question, unless these prices are not representative.

(2) For transferable securities or money market instruments not quoted or traded on an official stock exchange or any other Regulated Market, and for quoted transferable securities or money market instruments, but for which the last known price is not representative, valuation is based on the probable sales price estimated prudently and in good faith by the Board of Directors.

(3) Units and shares issued by UCITS or other UCIs will be valued at their last available net asset value of the relevant Valuation Day.

(4) The liquidating value of forward or options contracts that are not traded on exchanges or on other Regulated Markets will be determined pursuant to the policies established in good faith by the Board of Directors, on a basis consistently applied. The liquidating value of futures or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets will be based upon the last available settlement prices of the relevant Valuation Day of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such Business Day with respect to which a Net Asset Value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the Board of Directors may, in good faith and pursuant to verifiable valuation procedures, deem fair and reasonable.

(5) Liquid assets and money market instruments with a maturity of less than 12 months may be valued at nominal value plus any accrued interest or using an amortised cost method (it being understood that the method which is more likely to represent the fair market value will be retained). This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the relevant Company would receive if it sold the investment. The Board of Directors may, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors. If the Board of Directors believes that a deviation from the amortised cost per Share may result in material dilution or

other unfair results to Shareholders, the Board of Directors will take such corrective action, if any, as it deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(6) The swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows. For certain Sub-funds using OTC Derivatives as part of their main Investment Policy, the valuation method of the OTC Derivatives will be further specified in the relevant Special Section.

(7) Accrued interest on securities will be included if it is not reflected in the Share price.

(8) Cash will be valued at nominal value, plus accrued interest.

(9) All assets denominated in a currency other than the Reference Currency of the respective Sub-fund/Class will be converted at the mid-market conversion rate between the Reference Currency and the currency of denomination.

(10) All other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their probable realisation value, will be valued at probable realisation value, as determined with care and in good faith pursuant to procedures established by the Company.

The liabilities of the Company shall include:

- (1) all loans, bills and accounts payable;
- (2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- (3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- (4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors; and
- (5) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise the Global Management Fee and the Other Fees (as such terms are defined in the Prospectus). The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The allocation of assets and liabilities of the Company between Sub-Funds (and within each Sub-Fund between the different Classes) will be effected so that:

- (1) The subscription price received by the Company on the issue of Shares, and reductions in the value of the Company as a consequence of the redemption of Shares, will be attributed to the Sub-Fund (and within that Sub-Fund, the Class) to which the relevant Shares belong.
- (2) Assets acquired by the Company upon the investment of the subscription proceeds and income and capital appreciation in relation to such investments which relate to a specific Sub-Fund (and within a Sub-Fund, to a specific Class) will be attributed to such Sub-Fund (or Class in the Sub-Fund).
- (3) Assets disposed of by the Company as a consequence of the redemption of Shares and liabilities, expenses and capital depreciation relating to investments made by the Company and other operations of the Company, which relate to a specific Sub-Fund (and within a Sub-Fund, to a specific Class) will be attributed to such Sub-Fund (or Class in the Sub-Fund).
- (4) Where the use of foreign exchange transactions, instruments or financial techniques relates to a specific Sub-Fund (and within a Sub-Fund, to a specific Class) the consequences of their use will be attributed to such Sub-Fund (or Class in the Sub-Fund).
- (5) Where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques relate to more than one Sub-Fund (or within a Sub-Fund, to more than one Class), they will be attributed to such Sub-Funds (or Classes, as the case may be) in proportion to the extent to which they are attributable to each such Sub-fund (or each such Class).
- (6) Where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques cannot be attributed to a particular Sub-Fund they will be divided equally between all Sub-Funds or, in so far as is justified by the amounts, will be attributed in proportion to the relative Net Asset Value of the Sub-Funds (or Classes in the Sub-Fund) if the Company, in its sole discretion, determines that this is the most appropriate method of attribution.

(7) Upon payment of dividends to the Shareholders of a Sub-Fund (and within a Sub-Fund, to a specific Class) the net assets of this Sub-Fund (or Class in the Sub-Fund) are reduced by the amount of such dividend.

For the purpose of this Article:

(1) Shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

(3) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value per Share; and

(4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

11.6 The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various Sub-Funds.

11.7 In determining the net asset value per Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

11.8 The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Day in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

11.9 The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary suspension of calculation of net asset value per Share, of issue, Redemption and Conversion of Shares.

12.1 With respect to each Class, the net asset value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors and determined in the Prospectus, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

12.2 The Company or its management company may at any time and from time to time of any Sub-Fund or Class and/or the issue of the Shares of such Sub-Fund or Class to subscribers and/or the redemption of the Shares of such Sub-Fund or Class from its Shareholders as well as conversions of Shares of any Class in a Sub-Fund:

(1) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-Fund or Class, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the relevant Sub-Fund or Class are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(2) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board of Directors, disposal of the assets of the relevant Sub-Fund or Class is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(3) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the relevant Sub-Fund or Class or if, for any reason beyond the responsibility of the Board of Directors, the value of any asset of the relevant Sub-Fund or Class may not be determined as rapidly and accurately as required;

(4) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(5) when the Board of Directors so decides, provided that all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon publication of a notice convening a general meeting of Shareholders of the Company or of a Sub-Fund for the purpose of deciding on the liquidation, dissolution, the merger or absorption of the Company or the relevant Sub-Fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate, dissolve, merge or absorb the relevant Sub-Fund;

(6) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-Fund or a class of Shares;

(7) in case a Sub-Fund is a Feeder of another UCITS (or a sub-fund thereof), if the net asset calculation of the Master (or of the sub-fund thereof) is suspended;

(8) where, in the opinion of the Board of Directors, circumstances which are beyond the control of the Board of Directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares.

12.3 Any such suspension may be notified by the Company or the Management Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company or Management Company will notify Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares of such suspension.

12.4 Such suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-fund.

12.5 Any request for subscription, redemption and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Sub-fund. Withdrawal of a subscription or of an application for redemption or conversion will only be effective if written notification (by electronic mail, regular mail, courier or fax) is received by the Registrar and Transfer Agent before termination of the period of suspension, failing which subscription, redemption applications not withdrawn will be processed on the first Valuation Day following the end of the suspension period, on the basis of the Net Asset Value per Share determined for such Valuation Day.

Title III. - Administration and Supervision

Art. 13. Directors.

13.1 The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders. They shall be elected for a term not exceeding six years. In case a Director is elected without any indication on the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election. Upon expiry of its mandate, a Director may seek reappointment.

13.2 The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders, which shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

13.3 Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at such general meeting.

13.4 Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting. In case after such removal the number of Directors would fall below the minimum legal requirement, the Director removed will remain in function until its successor is elected and take up its functions.

13.5 In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board of Directors Meetings.

14.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman.

14.2 The Board of Directors may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, in Luxembourg or, as the case may be from time to time, any such other place as indicated in the notice of meeting.

14.3 The chairman shall preside at the meetings of the Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

14.4 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax, e-mail or any other similar means of communication, of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

14.5 Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex, e-mail or telefax or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

14.6 Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications complying with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone or similar means of communications.

14.7 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

14.8 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors, or any other number of Directors that the Board of Directors may determine, are present or represented.

14.9 Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

14.10 Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

14.11 Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax, e-

mail or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors.

15.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof and the Prospectus.

15.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

15.3 The Board of Directors may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions described in Annex II of the 2010 Law.

Art. 16. Corporate signature.

16.1 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of powers.

17.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

17.2 The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

17.3 Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

17.4 The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment policies and Restrictions.

18.1 The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policy for the investments and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-Fund, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in the Prospectus, provided that at all times the investment policy of the Company and of each Sub-Fund of the Company complies with Part I of the 2010 Law, and any other law or regulation with which it must comply in order to qualify as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS") under article 1(2) (a) and (b) of Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 of the EU Parliament and of the Council on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCITS.

18.2 The Board of Directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

18.3 In the determination and implementation of the investment policy, the Board of Directors may cause the assets of each Sub-Fund to be invested in:

(a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market, as defined in article 4 (1) (14) of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;

(b) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these Articles of Incorporation, the term "Member State" refers to a member state of the European Union, it being understood that the states that are contracting parties to the agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this Agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union;

(c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market in any country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa;

(d) new issues of transferable securities and money market instruments, provided (i) that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under paragraphs (a) to (c) above and (ii) that such admission is secured within one year of issue;

(e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other undertakings for collective investment (the "UCIs", each a "UCI") within the meaning of article 1 (2)(a) and (b) of Directive 2009/65/EC, whether situated in a Member State or not, provided that:

i. such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

ii. the level of guaranteed protection for unit-holders in such other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of the Directive 2009/65/EC;

iii. the business of the other UCIs is reported in half yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

iv. no more than 10% of the UCITS or the other UCI assets whose acquisition is contemplated, can, according to their fund rules or constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

(f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered office in a OECD Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-OECD Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in paragraphs (a) to (c); and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter (the "OTC Derivatives"), provided that:

i. the underlying consists of instruments covered by this section, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which a Sub-Fund may invest according to its investment objectives as stated in the Special Section of the Prospectus;

ii. the counter-parties to OTC Derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF; and

iii. the OTC Derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the Company's initiative;

(h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

i. issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a federal state, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or

ii. issued by an undertaking any securities of which are listed on a stock exchange or dealt in on regulated markets referred to in paragraphs (a), (b) or (c); or

iii. issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or

iv. issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection rules equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent of this paragraph (h) and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million euros (EUR 10,000,000.-) and (i) which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC, (ii) is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or (iii) is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

However, the Company and each of its Sub-Funds may invest no more than 10% of the net assets in transferable securities and money market instruments other than those referred to in paragraph (a) to (h) above.

Moreover, the Company and each of its Sub-Funds may hold liquid assets on an ancillary basis, and may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

The Company may not acquire either precious metals or certificates representing them.

18.4 Risk diversification and investment restrictions

The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy of the Company, as described in the Prospectus, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

The Company may further invest up to 100% of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, a non-Member State which is member of the Organisation for Economic Co-Operation and Development or public international bodies of which one or more Member States are members; provided that in such event, the Sub-Fund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.

18.5 Each Sub-Fund may also subscribe for, acquire and/or hold Shares issued or to be issued by one or more other Sub-Funds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the prospectus, if:

- (i) the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- (ii) no more than 10% of the assets of the target Sub-Fund whose acquisition is contemplated may be invested pursuant to its instruments of incorporation in units of other UCIs; and
- (iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- (iv) in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and
- (v) there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target Sub-Fund, and this target Sub-Fund.

18.6 The Company may invest in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

18.7 All other investment restrictions are specified in the Prospectus.

Art. 19. Conflict of interest.

19.1 No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in such other company or firm by a close relation, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Company to any of its Directors or officers or any company or firm controlled by them. Any officer or director of the Company who serves as an officer, director or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any Director or officer of the Company may have any opposite interest in any contract or transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Director's or officer's opposite interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholder(s).

19.3 The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors concern day-to-day operations engaged at arm's length.

19.4 The term "conflict of interests", as used in this Article, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the promoter, an investment manager, the management company, the depositary, a distributor as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors.

20.1 The Company shall indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a Shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

20.2 The Board of Directors may decide that expenses incurred by any director or officer in accordance with article 20.1 hereof could be advanced to the indemnified director or officer, provided that this director or officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

20.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any Director or officer may be entitled.

Art. 21. Auditors.

21.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

21.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law.

Title IV. - General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General meetings of Shareholders of the Company.

22.1 The Company may have a sole Shareholder at the time of its incorporation or when all its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

22.2 If there is only one Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decision in writing.

22.3 In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Sub-Fund and/or Class held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

22.4 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or such other place in Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday in July at 2 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a full Luxembourg bank business day (as defined in the Prospectus) (a "Luxembourg Business Day"), the annual general meeting shall be held on the preceding Luxembourg Business Day. The annual general meeting may be held at or such other time, as may be specified in the notice of meeting, and/or abroad if, in the judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

22.5 Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

22.6 Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda. The convening notice shall be made in the form prescribed by law. The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to attend such general meeting and to exercise the voting rights attaching to his Shares shall be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

22.7 A general meeting has to be convened at the written request of the Shareholders, which together represent at least ten per cent (10%) of the Company's share capital at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

22.8 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

22.9 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

22.10 Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

22.11 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the Shareholders agree to another agenda.

22.12 Each Share of whatever Class in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission. Such person need not be a Shareholder and may be a Director.

22.13 Each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

22.14 Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of Shareholders they relate to.

22.15 The Shareholders may be entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum and the majority conditions provided that the Board of Directors is able to organise meetings by such means. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

22.16 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shares present or represented.

Art. 23. General meetings of Shareholders of a Sub-Fund or Class.

23.1 The Shareholders of a Sub-Fund or Class issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class.

23.2 The provisions set out in Article 22 of these Articles of Incorporation as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") shall apply to such general meetings.

23.3 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission to another person who needs not be a Shareholder and may be a Director of the Company.

23.4 Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or Class are passed by a simple majority vote of the Shares present or represented.

23.5 Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund or Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Sub-Fund or Class shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Sub-Fund, or Class in compliance with article 68 of the 1915 Law.

Art. 24. Termination, Division and Merger of Sub-Funds and Classes.

24.1 The Board of Directors has the right from time to time to merge or divide any Sub-Fund or to transfer one or more Sub-Funds to another Luxembourg or foreign UCITS either governed respectively by Part I of the 2010 Law or by the UCITS Directive. In the case of the merger or division of Sub-Funds, the existing Shareholders of the respective Sub-Funds have the right to require, within one (1) month of notification of such event, the redemption by the Company of their Shares free of charge.

24.2 The Board of Directors may decide at any moment to terminate any Sub-Fund or Class. In the case of termination of a Sub-Fund or Class, the Board of Directors may offer to the Shareholders of such Sub-Fund or Class the conversion of their Shares into Shares of another Sub-Fund or Class, under terms fixed by the Board of Directors, or the redemption of their Shares for cash at the Net Asset Value per Share determined on the Valuation Day as described hereunder.

24.3 In the event that for any reason the value of the assets in any Sub-Fund or Class has decreased to an amount determined by the Board of Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), determined on the Valuation Day on which such decision will take effect. The Company or its management company will serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund or Class in writing at least one month's prior to the effective date for such compulsory redemption, or such lesser period as agreed by the regulators, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations.

24.4 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the termination of the relevant Sub-Fund or Class.

24.5 In addition, the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund may, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares issued in such Sub-Fund and refund to the Shareholders the Net Asset Value per Share of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined on the Valuation Day on which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders that will decide by resolution taken by simple majority of those present and represented.

24.6 Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

24.7 In addition, if a master UCITS is liquidated, divided into two or more UCITS or merged with another UCITS, the feeder Sub-Fund shall also be liquidated, unless the CSSF approves:

- a) the investment of at least 85 % of the assets of the feeder Sub-Fund in units of another master UCITS; or
- b) the amendment of the fund documentation of the feeder Sub-Fund in order to enable it to convert into a Sub-Fund which is not a feeder Sub-Fund.

24.6 Without prejudice to specific national provisions regarding compulsory liquidation, the liquidation of a master Sub-Fund shall take place no sooner than three months after the master Sub-Fund has informed all of its shareholders and the CSSF of the binding decision to liquidate.

24.8 The liquidation of a Sub-Fund shall not involve the liquidation of another Sub-Fund. Only the liquidation of the last remaining Sub-Fund of the Company involves the liquidation of the Company.

24.10 Any request for subscription shall be suspended with effect from the date of the Board of Director's decision regarding the compulsory redemption, termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund or Class. Furthermore, no requests for subscription shall be possible anymore as of the decision by the Board of Directors or, as the

case may be, by the relevant general meeting of Shareholders, with regard to the compulsory redemption, termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund or Class.

24.11 Where a Sub-Fund has been established as a master Sub-Fund, no merger or division of shall become effective, unless the relevant Sub-Fund has provided all of its Shareholders and the competent authorities of the home member state of the feeder UCITS with the information required by law, by sixty days before the proposed effective date. Unless the competent authorities of the home member state of the feeder UCITS have granted approval to continue to be a feeder UCITS of the master Sub-Fund resulting from the merger or division of the relevant Sub-Fund, the relevant Sub-Fund shall enable the feeder-UCITS to repurchase or redeem all Shares in the relevant Sub-Fund before the merger or division of the relevant Sub-Fund becomes effective.

24.12 All the Shares redeemed will be cancelled.

Art. 25. Master-Feeder structures.

25.1 Under the conditions and within the limits laid down by the 2010 Law, the Company may, to the widest extent permitted by the Luxembourg laws and regulations (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS ("Feeder") or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a Feeder, or (iii) change the Master of any of its Feeders.

25.2 For conversions of existing Sub-Funds in feeder Sub-Funds and a change of the master UCITS the Shareholders must be provided with the information required by the 2010 Law within the periods of time prescribed by law. The Shareholders are entitled to redeem their Shares in the relevant Sub-Fund free of charge within thirty (30) days thereafter, irrespective of the costs of the redemption.

Art. 26. Accounting year.

26.1 The accounting year of the Company shall begin on the first day of April of each year and shall terminate on the thirty-first day of March of the following year.

Art. 27. Distributions.

27.1 For any Sub-Fund and/or Class entitled to distributions, the general meeting of Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund and/or Class shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

27.2 For any Sub-Fund and/or Class entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

27.3 In any case, no distribution may be made if, after the declaration of such distribution, the Company's capital is less than the minimum capital imposed by the 2010 Law.

27.4 Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their addresses in the register of shareholders.

27.5 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

27.6 Distributions will be made in cash. However, the Board of Directors may decide to foresee the possibility to make in-kind distributions with the consent of the relevant Shareholder(s) in the Prospectus. Any such distributions/ payments in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) such report to be drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law and the costs of which report will be borne by the relevant Shareholder(s). To the extent possible, distributions in-kind will be made to the relevant Shareholder(s) by taking into account the fair and equal treatment of the interests of all Shareholders. To the extent that the Company makes in-kind payments in whole or in part, the Company will undertake its reasonable efforts, consistent with both applicable law and the terms of the in-kind assets being distributed, to distribute such in-kind assets to each Shareholder pro rata on the basis of the relevant Shareholder's Shares of the relevant Sub-Fund.

27.7 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund and/or Class. If the latter Sub-Fund and/or Class has already been liquidated, the distributions will accrue to the remaining Sub-Funds and/or Classes in proportion to their respective net assets.

27.8 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. - Final provisions

Art. 28. Depositary.

28.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector as amended (the "Depositary").

28.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law.

28.3 If the Depositary desires to terminate the agreement with the Company, the Board of Directors shall use all its reasonable endeavours to find another bank to be Depositary in place of the retiring Depositary, and the Board of Directors shall appoint such bank as Depositary of the Company's assets. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Dissolution of the Company.

29.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

29.2 Whenever the share capital of the Company falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. No quorum shall be required for such a meeting and any decision to redeem shall be taken by simple majority of the Shares present and/or represented at such meeting.

29.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital of the Company falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof. No quorum shall be required for such a meeting, and the dissolution may be resolved by the Shareholders holding one quarter of the votes present and represented at that meeting.

29.4 The extraordinary general meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the date when it is ascertained that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the minimum capital required by Luxembourg law, as the case may be.

Art. 30. Liquidation.

30.1 Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the Luxembourg supervisory authority.

30.2 The net product of the liquidation of each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the Shareholder(s) of the relevant Sub-Fund in proportion to the number of Shares which it/they hold in that Sub-Fund. The amounts not claimed by the Shareholder(s) at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse des Consignation in Luxembourg. If these amounts are not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation.

31.1 These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law.

Art. 32. Applicable law.

32.1 All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law.

Transitory provisions

The first financial year of the Company shall begin on the date of its incorporation and shall end on 31 March 2014.

The first annual report will be dated 31 March 2014.

The first annual general meeting of Shareholders shall be held in 2014.

Subscription

The share capital has been subscribed as follows:

Shares in Azure - Asia Pragmatist Fund

Subscriber	Subscribed capital	Number of Shares
Alceda Fund Management S.A.	Fifty thousand United States Dollars (USD 50,000,-)	Fifty (50)

The fifty (50) Shares have been fully paid in cash, so that the sum of fifty thousand United States Dollars (USD 50,000,-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proven to the notary.

First extraordinary decisions of the sole shareholder

The above Shareholder, representing the totality of Shares, has immediately proceeded to pass the following resolutions:

1. The following persons are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which will be held in 2017:

- Rupert Foster, born in London (GB) on 25 November 1970, residing professionally at 2, Exchange Plaza, The Esplanade, Perth, Commonwealth of Australia;

- Mr Ralf Rosenbaum born on 30 December 1968 in Ratzeburg (D), residing professionally at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Helmut Hohmann, born in Saarburg (D) on 14 June 1968, residing professionally at 54 St James's Street, London, United Kingdom.

2. the Company's registered office is fixed at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg; and
3. the following is appointed approved statutory auditor for a period ending on the next annual general meeting of Shareholders to be held in 2014: KPMG Luxembourg, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, B 149.133.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs.

The above-named party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Sub-Fund or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand Euro (EUR 1.000).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Ettelbruck, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Serge DOLLENDORF, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 20 novembre 2013. Relation: DIE/2013/14275. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd. (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 2 décembre 2013.

Pierre PROBST.

Référence de publication: 2013173786/921.

(130211582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

**Capsugel Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Capsugel Holdings S.A.).**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 160.099.

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of November,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole (voting) shareholder of Capsugel Holdings S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 160.099 (the Company). The Company was incorporated on March 3, 2011 pursuant to a deed enacted by Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1343, page 64426, dated June 21, 2011. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed dated April 12, 2013 enacted by the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1522, page 73044, dated June 26, 2013.

There appeared:

Capsugel S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, in the course of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, in its capacity as holder of all shares entitling to voting rights in the Company (the Sole Shareholder),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The two hundred twenty-two million nine hundred seventy-five thousand seven hundred and thirty-five (222,975,735) shares in registered form, having a par value of thirty-five euro cents (EUR 0.35) each, representing the entirety of the share capital of the Company are duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. waiver of the convening notice;

2. decrease of the share capital of the Company by an amount of sixteen thousand and ninety-five euro and ten cents (EUR 16,095.10) so as to bring it from its current amount of seventy-eight million forty-one thousand five hundred and seven euros and twenty-five cents (EUR 78,041,507.25) to an amount of seventy-eight million twenty-five thousand four hundred and twelve euros and fifteen cents (EUR 78,025,412.15) through the cancellation of the forty-five thousand nine hundred and eighty-six (45,986) shares in registered form, having a par value of thirty-five euro cents (EUR 0.35) each, currently held by the Company (as treasury shares) in its own share capital;

3. change of the Company's legal form so as to convert it from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);

4. subsequent amendments and full restatement of the Articles so as to adapt them to the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée);

5. termination of the mandates of the directors of the Company and granting of a discharge;

6. appointment of a board of managers;

7. termination of the mandate of the statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company and granting of a discharge;

8. amendment of the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above resolutions in the shareholders' register of the Company; and

9. miscellaneous.

Now, therefore, the Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting resolves to waive the convening notices, considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to decrease the share capital of the Company by an amount of sixteen thousand and ninety-five euros and ten cents (EUR 16,095.10) so as to bring it from its current amount of seventy-eight million forty-one thousand five hundred and seven euros and twenty-five cents (EUR 78,041,507.25) to an amount of seventy-eight million twenty-five thousand four hundred and twelve euros and fifteen cents (EUR 78,025,412.15) represented by two hundred twenty-two million nine hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty-nine (222,929,749) shares in registered form, having a par value of thirty-five euro cents (EUR 0.35) each, through the cancellation of the 45,986 shares in registered form, having a par value of thirty-five euro cents (EUR 0.35) each, currently held by the Company (as treasury shares) in its own share capital.

Third resolution

The Meeting resolves to change the legal form of the Company, without interruption of its legal personality but on the contrary with full corporate continuance, and to adopt the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) in accordance with the provisions of article 3 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

As a consequence of the foregoing, the Sole Shareholder decides to change the name of the Company into "Capsugel Holdings S.à r.l.".

The activity as well as the purpose and the corporate object of the Company remain substantially unchanged.

The share capital and the reserves remain unchanged as well as all the assets and liabilities items, the redemptions, the decreases and increases of value and the société à responsabilité limitée will continue the book entries and the accountancy held by the société anonyme.

All the transactions accomplished from this day by the société anonyme are considered having been done on behalf of the société à responsabilité limitée, in particular with regard to the drafting of the accountancy of the Company.

Each of the shares of the Company has been fully paid up before the conversion of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée).

As a result of the said conversion of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), the two hundred twenty-two million nine hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty-nine (222,929,749) shares (actions), having a par value of thirty-five euro cents (EUR 0.35) each, shall be exchanged against the same number of new shares (parts sociales), having a par value of thirty-five euro cents (EUR 0.35) each.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Meeting resolves to fully restate the Articles which shall henceforth be reworded as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Capsugel Holdings S.a r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form. It may issue (except by way of public issue) notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3 The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital is set at seventy-eight million twenty-five thousand four hundred and twelve euros and fifteen cents (EUR 78,025,412.15), represented by two hundred twenty-two million nine hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty-nine (222,929,749) shares, having a par value of thirty-five cents (EUR 0.35) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3 A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4 The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers, appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1 Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2 Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the registered office of the Company or at the place indicated in the convening notice, which in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to any other manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3 Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

11.1 Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the share-

holders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1 The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3 Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises agréés.

14.1 The operations of the Company are supervised by one or several approved independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), when so required by law.

14.2 The shareholders appoint the approved independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The approved independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last

financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2 The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17. General Provisions.

17.1 Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Fifth resolution

The Meeting resolves upon the termination, with immediate effect, of the mandates of Wolfgang Zettel, Anja Döller, Jan Königghaus, Joshua Weisenbeck, William J. Janetschek and Peter M. Stavros, as directors of the Company and grants them full discharge (quitus) for the exercise of their mandates as directors of the Company from the date of their appointment until the date of the present deed.

Sixth resolution

The Meeting resolves to appoint, with immediate effect and for an unlimited duration, as managers of the Company:

- Dr Wolfgang Zettel, company manager, born on November 15, 1962 in Constance (Germany), residing professionally at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Ms Anja Döller, company manager, born on April 9, 1974 in Mannheim (Germany), residing professionally at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Dr Jan Königghaus, company manager, born on November 14, 1972 in Pinneberg (Germany), residing professionally at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Joshua Weisenbeck, company manager, born on February 17, 1982 in New York (USA), residing professionally at 9, West 57 Street, Suite 4200, USA -NY 10019 New York;

- Mr Peter M. Stavros, company manager, born on July 2, 1974 in Skokie (Illinois, USA), residing professionally at 9, West 57 Street, Suite 4200, USA - NY 10019 New York; and

- Mr William J. Janetschek, company manager, born on August 28, 1961 in New York (USA), residing professionally at 9, West 57 Street, Suite 4200, USA - NY 10019 New York.

Seventh resolution

The Meeting resolves upon the termination, with immediate effect, of the mandate of KPMG Audit S.à r.l. as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company, and grants them full discharge (quitus) for the exercise of their

mandate as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company from the date of their appointment until the date of the present deed.

Eighth resolution

The Meeting resolves to amend the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above resolutions in the shareholders' register of the Company.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately three thousand eight hundred Euros (EUR 3,800.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le treize novembre,

Pardevant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique (jouissant du droit de vote) de Capsugel Holdings S.A., une société anonyme constituée et organisée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.099 (la Société).

La Société a été constituée le 3 mars 2011 suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1343, page 64426, du 21 juin 2011. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du 12 avril 2013 du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1522, page 73044, du 26 juin 2013.

A comparu:

Capsugel S.A., une société anonyme constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en sa capacité de détenteur de l'intégralité des actions jouissant du droit de vote de la Société (l'Associé Unique),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les deux cent vingt-deux millions neuf cent soixante-quinze mille sept cent trente-cinq (222.975.735) actions nominatives de la Société, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'Euros (0,35 EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut statuer sur les points à l'ordre du jour reproduit ci-après.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;

2. réduction du capital social de la Société d'un montant de seize mille quatre-vingt-quinze euros et dix centimes d'euros (16.095,10 EUR) afin de le porter de son montant actuel de soixante-dix-huit millions quarante et un mille cinq cent sept euros et vingt-cinq centimes d'euros (78.041.507,25 EUR), au montant de soixante-dix-huit millions vingt-cinq mille quatre cent douze euros et quinze centimes d'euros (78.025.412,15 EUR), par l'annulation de quarante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-six (45.986) parts sociales nominatives, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'euros (0,35 EUR) chacune, actuellement détenues par la Société (actions de trésorerie) dans son propre capital social;

3. transformation de la forme juridique de la Société afin de la convertir d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée;

4. modifications subséquentes et refonte complète des Statuts afin de les adapter à la forme juridique d'une société à responsabilité limitée;

5. fin des mandats des administrateurs de la Société et décharge;

6. nomination d'un conseil de gérance;

7. fin du mandat du commissaire aux comptes de la Société et décharge;

8. modification des livres et registres de la Société afin de refléter les changements ci-dessus, et pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des résolutions susmentionnées dans le registre des associés de la Société; et

9. divers.

Sur ce, l'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, se considérant elle-même comme ayant été dûment convoquée et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de seize mille quatre-vingt-quinze euros et dix centimes d'euros (16.095,10 EUR) afin de le porter de son montant actuel de soixante-dix-huit millions quarante et un mille cinq cent sept euros et vingt-cinq centimes d'euros (78.041.507,25 EUR), au montant de soixante-dix-huit millions vingt-cinq mille quatre cent douze euros et quinze centimes d'euros (78.025.412,15 EUR) représenté par deux cent vingt-deux millions neuf cent vingt-neuf mille sept cent quarante-neuf (222.929.749) actions nominatives, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'euros (0,35 EUR) chacune, par l'annulation de quarante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-six (45.986) actions nominatives, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'euros (0,35 EUR) chacune, actuellement détenues par la Société (actions de trésorerie) dans son propre capital social;

Troisième résolution

L'Assemblée décide de changer la forme juridique de la Société, sans interruption de sa personnalité juridique mais au contraire, avec pleine continuation de sa personnalité morale, et d'adopter la forme d'une société à responsabilité limitée conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

En conséquence de qui précède, l'Assemblée décide de modifier la dénomination de la Société en "Capsugel Holdings S.à r.l.".

Les activités ainsi que l'objet social de la Société resteront substantiellement inchangés.

Le capital social et les réserves demeurent inchangés ainsi que tous les éléments d'actifs et de passifs, les rachats, les moins-values et les plus-values, et la société à responsabilité limitée continuera les inscriptions comptables et la comptabilité tenues par la société anonyme.

Toutes les opérations effectuées depuis cette date par la société anonyme sont considérées comme ayant été réalisées au nom de la société à responsabilité limitée, notamment en ce qui concerne l'établissement de la comptabilité de la Société.

Chacune des actions de la Société a été intégralement libérée avant la conversion de la Société en société à responsabilité limitée.

En conséquence de ladite conversion de la Société en société à responsabilité limitée, deux cent vingt-deux millions neuf cent vingt-neuf mille sept cent quarante-neuf (222.929.749) actions, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'euros (0,35 EUR) chacune, seront échangées contre le même nombre de nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'euros (0,35 EUR) chacune.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'Assemblée décide de reformuler intégralement les Statuts qui auront désormais le libellé suivant:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Capsugel Holdings S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier, par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit

du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de dette de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à soixante-dix-huit millions vingt-cinq mille quatre cent douze euros et quinze centimes d'euros (78.025.412,15 EUR), représenté par deux cent vingt-deux millions neuf cent vingt-neuf mille sept cent quarante-neuf (222.929.749) parts sociales, ayant une valeur nominale de trente-cinq centimes d'euros (0,35 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils forment le conseil de gérance (le Conseil).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant, au siège social de la Société ou au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont exposées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions qui sont tenues dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est administrée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée le cas échéant comme une référence à ce gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont exposées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure indiqués dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter en Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, indépendamment de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises agréés.

14.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2 Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.3 Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) les comptes intermédiaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intermédiaires montrent que suffisamment de bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intermédiaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés, adoptée avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17. Dispositions générales.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par l'un des moyens mentionnés ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de la cessation des mandats, avec effet immédiat, de Wolfgang Zettel, Anja Döller, Jan Königghaus, Joshua Weisenbeck, William J. Janetschek et Peter M. Stavros, en leur qualité d'administrateurs de la Société et leur donne quitus entier pour l'exercice de leurs mandats en tant qu'administrateurs de la Société à compter de la date de leur nomination jusqu'à la date du présent acte.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

- Dr. Wolfgang Zettel, gérant, né le 15 novembre 1962 à Constance (Allemagne), demeurant professionnellement au 63, rue de Rollingergrund, L - 2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mme. Anja Döller, gérant, née le 9 avril 1972 à Mannheim (Allemagne), demeurant professionnellement au 63, rue de Rollingergrund, L - 2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Dr. Jan Königghaus, gérant, né le 14 novembre 1972 à Pinneberg (Allemagne), demeurant professionnellement au 63, rue de Rollingergrund, L - 2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Joshua Weisenbeck, gérant, né le 17 février 1982 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 9, West 57 Street, Suite 4200, USA - NY 10019 New York;

- M. Peter M. Stavros, gérant, né le 2 juillet 1974 à Skokie (Illinois, Etats-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 9, West 57 Street, Suite 4200, USA - NY 10019 New York;

- M. William J. Janetschek, gérant, né le 28 août 1961 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 9, West 57 Street, Suite 4200, USA - NY 10019 New York.

Septième résolution

L'Assemblée décide de la cessation, avec effet immédiat, du mandat de KPMG Audit de son mandat de commissaire aux comptes de la Société et leur donne quitus entier pour l'exercice de leur mandat en tant que commissaire aux comptes de la Société à compter de la date de leur nomination jusqu'à la date du présent acte.

155035

Huitième résolution

L'Assemblée décide de modifier les livres et registres de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des résolutions susmentionnées dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, s'élèvent à environ trois mille huit cents Euros (EUR 3.800.-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en Anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2013. Relation: LAC/2013/52768. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172965/647.

(130210742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Virtua Projects S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 129.169.

L'an deux mille treize, le cinq novembre.

Par-devant, Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VIRTUA PROJECTS S.A., avec siège social à L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons,

constituée, alors sous la dénomination de ADAL S.A. et avec siège social à Luxembourg, suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, alors notaire à Pétange, en date du 5 juin 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 1695 du 10 août 2007, les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2009, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 2200, du 11 novembre 2009,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B sous le numéro 129.169.

La séance est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Madame Francine MAY, juriste, demeurant professionnellement à Ettelbruck.

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le Président de l'assemblée expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

Que le présent acte a pour objet:

1. Modification de l'article 2 des statuts.

2. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées ainsi que de marques et modèles déposés.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

Elle a également pour objet l'acquisition, l'exploitation, la location la mise en valeur et la cession d'immeubles appartenant à son propre patrimoine immobilier.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environ 650 €.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, ès-qualités qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Francine MAY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 6 novembre 2013. Relation: DIE/2013/13622. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd. (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159726/70.

(130195786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Savic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 99.075.

L'an deux mille treize, le sept novembre.

Par-devant Nous, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1.- Monsieur Icaro OLIVIERI, et

2.- Par la société CHEVAL PLACE INVESTMENTS INC,

ici représentés par Madame Ludivine ROCKENS, employée privée, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée «SAVIC S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 99075, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 11 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 366 du 2 avril 2004 (ci-après «la Société»).

Les statuts de la société ont été modifiés concernant la forme juridique de la société de société anonyme en société à responsabilité limitée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 63 du 22 janvier 2005.

Actuellement la société a un capital social de UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS (€ 1.200.000,-), représenté par MILLE DEUX CENTS (1.200) parts sociales d'une valeur nominale de MILLE EUROS (€ 1.000,-) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Ensuite les associés dûment représentés représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués à la présente assemblée ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de modifier l'article 12 des statuts, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 12. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil), composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

1.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

1.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si l'ensemble des gérants de catégorie A sont présents ou représentés et la majorité des gérants de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence initiée de Luxembourg ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

1.3. Représentation

(i) En cas de pluralité de gérants, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.»

Deuxième résolution

Les associés décident la création de deux catégories de gérants dans la société soit les catégories A et B.

Les associés décident d'attribuer la catégorie A aux gérants en fonction suivants:

- 1) Monsieur Icaro Olivieri, gérant, demeurant à MC-98000 MONACO, 35, Boulevard du Larvotto
- 2) Madame Michela Olivieri, gérante, demeurant à MC-98000 MONACO, 35, Boulevard du Larvotto
- 3) Madame Stefania Olivieri, demeurant au 8 Selborne Road, New Malden, Surrey, KT3 3AN, United Kingdom.

Les associés décident d'attribuer la catégorie B aux gérants en fonction suivants:

155038

1) Monsieur Philippe SLENDZAK, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg,

2) Madame Sylviane COURTOIS, employée privée, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg,

3) Monsieur Mikhael SENOT, employé privé, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de 1000.- Euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: OLIVIERI, ROCKENS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 08/11/2013. Relation: EAC/2013/14531. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 11 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159646/91.

(130195915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Agricon Farm Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 172.562.

In the year two thousand and thirteen, on the fourth day of November.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Hillder S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald, and registered with the Luxembourg Company Register under number B 166.465;

here represented by Ms Lou Venturin, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by Agricon Farm Investments S.A., a public limited liability company (société anonyme) a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands on 28 July 1998, having been migrated to the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, of 31 October 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2951 of 5 December 2012, with registered office at 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald and registered with the Luxembourg Company Register under number B 172.562 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, of 7 March 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1133 of 14 May 2013 (the "Articles of Association").

The appearing party, represented as above stated in its capacity of sole shareholder of the Company, then took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to transfer the registered office of the Company from 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald (Grand Duchy of Luxembourg), to 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Second resolution

The sole shareholder resolved to amend Article 2 paragraph 1 of the Articles of Association of the Company, in order to reflect the above resolution, which shall from now on read as follows:

" **Art. 2. Registered Office.** The Company has its registered office in Luxembourg. The Board of Directors is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office."

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatre novembre,

Par devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Hilder S.A., une société anonyme constituée sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.465;

représentée par Madame Lou Venturin, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration qui, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

La partie comparante représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré qu'elle détient actuellement toutes les actions émises par Agricon Farm Investments S.A., une société anonyme constituée sous le droit des Iles Vierges Britanniques le 28 juillet 1998, ayant été migrée au Grand-Duché de Luxembourg par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 31 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2951 du 5 décembre 2012, ayant son siège social à 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.562 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, le 7 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1133 du 14 mai 2013 (les "Statuts").

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald (Grand-Duché de Luxembourg) au 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Deuxième résolution

L'actionnaire unique a décidé de modifier l'article 2 paragraphe 1 des Statuts de la Société afin de refléter la résolution prise ci-dessus et de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège Social.** Le siège social est établi à Luxembourg. Le Conseil d'Administration est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la commune mentionnée ci-dessus."

Coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Le notaire instrumentant, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes. Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, ladite mandataire a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Venturin, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50298.

Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159798/89.

(130196524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Fortinvest Investments Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 82.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164859/10.

(130202248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Freo Team Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 149.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164862/10.

(130202199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

G. Schneider S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 70.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164865/10.

(130202311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Gea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 94.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164867/10.

(130201604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Linkstar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 161.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013164941/10.

(130202108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.
